

COUNCIL OF EUROPE



CONSEIL DE L'EUROPE

Strasbourg, 17 janvier 2025

GEC(2024)10

**COMMISSION POUR L'ÉGALITÉ DE GENRE  
(GEC)**

**26<sup>e</sup> réunion  
19-21 novembre 2024**

**RAPPORT DE RÉUNION**

## **1. Ouverture de la réunion et adoption de l'ordre du jour**

1. Ralph Kass (Luxembourg), Président de la Commission pour l'égalité de genre (GEC), ouvre la réunion et souhaite la bienvenue aux nouveaux membres de la GEC. Il met en lumière les réalisations depuis la dernière réunion plénière de la GEC (16-18 avril 2024), à savoir la conférence annuelle de la GEC intitulée « Uni-es pour l'égalité de genre : de l'espace pour les femmes et les filles ». Il rappelle également les livrables à venir dans le cadre du mandat de la GEC. Des échanges de vues avec Michael O'Flaherty, Commissaire aux droits de l'homme, avec Yuriko Backes, Ministre de l'Égalité des genres et de la Diversité, de la Défense, de la Mobilité et des Travaux publics du Luxembourg, et avec Maria Andriani Kostopoulou, Présidente du Groupe d'experts sur la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique (GREVIO) constitueront les points forts de l'ordre du jour. Le Président note également que d'autres échanges thématiques importants seraient dédiés à l'élaboration de récits positifs dans le contexte des mouvements anti-genre et sur les liens entre l'égalité de genre et l'environnement.

2. Jeroen Schokkenbroek, Directeur de l'égalité en droits et en dignité, félicite la GEC pour le succès de sa conférence annuelle « Uni-es pour l'égalité de genre : de l'espace pour les femmes et les filles » marquant le lancement de la Stratégie pour l'égalité de genre 2024-2029 et le 10<sup>e</sup> anniversaire de la Convention d'Istanbul. Il félicite également la GEC d'avoir aligné son travail sur les priorités de la déclaration de Reykjavik en intégrant une perspective jeunesse dans ses activités. Il souligne que le mandat de la GEC est très ambitieux, notamment pour les deux prochaines années, puisqu'elle est chargée de parvenir à un accord sur deux projets de recommandations, d'examiner la mise en œuvre de la Recommandation (2019)<sup>1</sup> du Comité des Ministres sur la prévention et la lutte contre le sexisme, et de préparer des livrables supplémentaires sur la lutte contre les récits anti-genre et la participation égale des femmes et des hommes à la prise de décision politique et publique. Concernant une approche intégrée de l'égalité de genre, le Directeur souligne qu'un renforcement des connaissances générales dans ce domaine contribuera fermement à une approche intégrée plus efficace de l'égalité de genre dans toutes les politiques et initiatives. Il conclut en mettant l'accent sur le rôle essentiel du Conseil de l'Europe dans la promotion de l'égalité de genre face à l'opposition croissante aux droits de la femme.

3. La GEC adopte le projet d'ordre du jour tel qu'il figure à l'annexe I du présent rapport.

## **2. Rapport du président de la GEC**

5. La GEC prend note des informations fournies par le Président et la Vice-Présidente sur leurs activités depuis la 25<sup>e</sup> réunion de la GEC (16-18 avril 2024). Il s'agit notamment de :

- La participation du Président aux célébrations de la Journée internationale contre l'homophobie, la transphobie et la biphobie (IDAHOT) et à la 1<sup>ère</sup> réunion du Comité d'experts sur l'orientation sexuelle, l'identité et l'expression de genre et les caractéristiques sexuelles (ADI-SOGIESC) (La Haye, 13-14 mai 2024) ;
- Le message vidéo du Président s'adressant à la réunion consultative sur la « Préparation d'un cadre de référence du Conseil de l'Europe pour l'intégration d'une perspective jeunesse » (19-20 septembre 2024) ;
- La participation de la Vice-présidente à la conférence « Synergie pour le changement: La société civile sensibilise à la violence à l'égard des femmes dans un contexte de défis mondiaux » (Budapest, 11- 12 juillet 2024) ;
- La 25<sup>e</sup> réunion du Bureau de la GEC (9 octobre 2024) ;
- La participation du Président à l'événement organisé par le Conseil nordique des Ministres sur le thème « Appeler les hommes et les garçons à l'égalité » (18 novembre 2024).

### 3. Mandat de la GEC 2024-2027 et plan de travail 2024/2025

6. Le Secrétariat présente le mandat 2024-2027, rappelant les livrables à compléter pour la fin 2026 et le plan de travail révisé de 2024/2025.

7. La GEC prend note des informations fournies par le Secrétariat sur la Conférence annuelle de la GEC organisée sous la présidence maltaise du Comité des Ministres (17-18 septembre 2025 à Malte). Lors de sa 25<sup>e</sup> réunion (9 octobre 2024), le Bureau a convenu de proposer que la thématique de la Conférence annuelle se concentre sur le sexisme, le harcèlement, la violence (y compris la dimension numérique de la violence) et la violence sexuelle à l'égard des femmes en politique. Elle contribuera à l'objectif stratégique 4 de la Stratégie pour l'égalité de genre 2024-2029, qui vise à assurer une participation équilibrée des femmes et des hommes à la vie politique, publique, sociale et économique. La conférence annuelle sera liée aux travaux du GEC/PC-eVIO sur la violence à l'égard des femmes et des filles facilitée par la technologie et soutiendra la préparation de l'« étude sur la participation égale des femmes et des hommes à la prise de décision politique », qui doit être réalisée d'ici le 31 décembre 2026. Elle s'alignera également sur les principes de Reykjavik pour la démocratie, en vertu desquels les Chef-fes d'État et de gouvernement se sont engagé-es à garantir une participation pleine, égale et significative à la vie politique et publique pour toutes et tous, en particulier pour les femmes et les filles, sans violence, sans peur, sans harcèlement, et sans discours et crimes de haine, et sans discrimination fondée sur quelque motif que ce soit.

8. La GEC prend également note de son plan de travail révisé pour 2024/2025 (GEC(2024)1rev2) et des présentations par le Secrétariat des plans de travail des groupes de travail respectivement sur l'établissement de rapports sur la mise en œuvre de la stratégie pour l'égalité de genre 2024-2029 (GEC (2024)06) et sur le développement de récits positifs dans le contexte des mouvements anti-genre (GEC(2024)07).

9. La GEC approuve les plans de travail des deux groupes de travail, y compris les calendriers de leurs tâches respectives.

10. La GEC prend note de la présentation de l'experte consultante indépendante sur la collecte de données dans le cadre de la Stratégie pour l'égalité de genre 2024-2029, soulignant l'importance de définir des indicateurs exacts et de poser des questions claires afin de produire des données mesurables et comparables.

11. **Le Danemark**, la **Slovénie** et l'**Espagne** questionnent la manière dont la notation et la partie opérationnelle de la collecte de données seraient effectuées, et notent la difficulté de mesurer certains facteurs, tels que le déclin du sexisme et des stéréotypes de genre. **La Suisse** fait remarquer que la formulation des questions devrait être claire et souligne que l'exercice de rapport pourrait faire progresser une approche intégrée de la dimension de genre dans l'ensemble des ministères contribuant au rapport et peut-être au-delà.

### 4. Élections et nominations

12. La GEC élit Sara Slana (Slovénie) en tant que Présidente, Sandra Lengwiler (Suisse) Vice-présidente et Radan Šafařík (Tchèque) membre du Bureau (mandat du 1 janvier au 31 décembre 2025).

13. La GEC désigne la Belgique, Chypre, la France, la Slovénie, l'Espagne, l'Ukraine, ainsi que le Conseil consultatif pour la jeunesse (CCJ), l'Institut européen pour l'égalité de genre (EIGE) et Women Against Violence Europe (WAVE) pour participer au groupe de travail sur le développement de récits positifs dans le contexte des mouvements anti-genre.

14. La GEC désigne le Luxembourg, la République slovaque, l'Espagne et la Suisse, ainsi que le CCJ pour participer au groupe de travail sur l'établissement de rapports sur la mise en œuvre de la Stratégie pour l'égalité de genre 2024-2029.

## **5. Programme transversal du Conseil de l'Europe sur l'égalité de genre**

### **5.1 Stratégie pour l'égalité de genre 2024-2029**

15. Le Secrétariat informe la GEC que, le 16 juillet 2024, le Bureau de la GEC et les représentant·es du CCJ se sont réun·es en ligne pour discuter des résultats de la conférence annuelle de la GEC qui s'est tenue le 30 mai 2024. La conférence avait bénéficié des contributions actives des membres du CCJ en tant que panélistes et rapporteurs. Au cours de cette réunion de suivi, le Président de la GEC a souligné l'importance d'intégrer une perspective jeunesse dans la mise en œuvre de la Stratégie pour l'égalité de genre 2024-2029 et a exprimé la volonté de la GEC de définir des modalités concrètes de coopération dans le cadre des travaux actuels et futurs. Les représentant·es jeunesse souligne l'absence d'une perspective globale de la jeunesse dans la Stratégie pour l'égalité de genre 2024-2029, mettant en évidence des lacunes telles que le manque d'intérêt pour l'implication des jeunes dans la prévention de certaines formes de violence et l'omission des défis spécifiques auxquels sont confrontées les jeunes femmes. Il a été convenu que ces lacunes pourraient être comblées au cours de la phase de mise en œuvre par l'amélioration de la collecte de données et de la recherche, en intégrant l'âge comme facteur d'intersectionnalité.

16. Le Secrétariat indique également à la GEC que la Conférence annuelle de 2024 a souligné des questions essentielles telles que les risques posés par les technologies numériques émergentes pour les droits humains, y compris les nouvelles formes de violence à l'égard des femmes et des jeunes femmes en particulier. Les discussions ont porté sur les possibilités de garantir une participation pleine, égale et significative des femmes et des filles à la vie politique et publique, sans violence, harcèlement, discours de haine et discrimination. La conférence a également souligné l'urgence d'une action coordonnée en matière de protection de l'environnement dans une perspective d'égalité de genre et de jeunesse.

17. Le Secrétariat informe aussi la GEC des principales recommandations du CCJ visant à renforcer la coopération et à garantir une approche incluant les jeunes. Il s'agit notamment d'inviter le CCJ aux réunions de la GEC et vice versa afin de favoriser un dialogue régulier, d'impliquer les représentant·es du CCJ dans l'évaluation de la mise en œuvre de la Stratégie pour l'égalité de genre en mettant l'accent sur les perspectives jeunesse dans les rapports, et d'inclure le CCJ dans l'élaboration de documents stratégiques et politiques. D'autres propositions impliquent la co-organisation d'événements, tels qu'un projet global sur les perspectives jeunesse sur la violence fondée sur le genre basé sur l'événement parallèle mené par le secteur jeunesse de la conférence annuelle, et l'organisation de sessions de formation régulières sur l'égalité de genre et l'intersectionnalité au Centre européen de la jeunesse, ciblant des sujets tels que les stéréotypes sexistes et la participation des jeunes femmes à la vie politique.

18. La GEC convient que le nouveau Bureau et les Secrétariats de la GEC et du secteur de la jeunesse examineront ces recommandations de manière plus approfondie afin de déterminer les étapes concrètes de leur collaboration.

### **5.2 Travail thématique**

#### **a. Prévenir et combattre les stéréotypes de genre et le sexisme**

- **Travaux du Comité d'expert·es sur l'intelligence artificielle, l'égalité et la discrimination (GEC/ADI-AI)**

19. Le Vice-président du GEC/ADI-AI, Radan ŠAFAŘIK (Tchéquie) fait l'état d'avancement de la rédaction de la Recommandation sur l'égalité et l'intelligence artificielle et informe la GEC des résultats de sa deuxième réunion (25-26 septembre 2024). Au cours de cette réunion, les membres du GEC/ADI-AI ont souligné la nécessité d'une cohérence entre la terminologie du projet de recommandation et la Convention-cadre sur l'intelligence artificielle et les droits de l'homme, la démocratie et l'État de droit, tout en tenant compte des sources internationales pertinentes. Ils ont également précisé l'importance de la coordination et de l'approche intégrée de l'égalité, en particulier de l'égalité de genre, dans les activités liées à l'intelligence artificielle (IA) au sein du Conseil de l'Europe. Pour compléter la recommandation, le Comité a convenu de la nécessité d'un exposé des motifs afin de fournir des explications plus détaillées sur les recommandations et les sources qui les étayent. Le Comité a également convenu que le projet de recommandation devrait adopter une approche globale de l'égalité et de la non-discrimination, en veillant à ce qu'il aborde des questions émergentes telles que la discrimination par procuration, et que des références plus explicites à des recours efficaces et à des mécanismes de réparation devraient être incluses. Le Comité a examiné la liste des motifs de discrimination figurant dans le projet de recommandation, notant qu'elle est actuellement alignée sur la Stratégie pour l'égalité de genre 2024-2029 et qu'il est important de maintenir cet alignement afin de garantir une approche cohérente du Conseil de l'Europe. En outre, le Vice-président du GEC/ADI-AI a informé la GEC que la Commission européenne a fait une évaluation préliminaire selon laquelle le travail du GEC/ADI-AI relève de la compétence de l'Union européenne (UE) et devrait donc être coordonné pour assurer la compatibilité avec le règlement européen sur l'IA. L'objectif du projet de recommandation est d'aider les États membres, ainsi que les acteurs publics et privés, à promouvoir l'égalité, y compris l'égalité de genre, et à prévenir et combattre la discrimination, tout au long du cycle de vie des systèmes d'IA. Ce faisant, le projet de recommandation tient compte d'autres instruments internationaux, notamment la Convention-cadre du Conseil de l'Europe sur l'IA et le règlement européen sur l'IA. Les États membres de l'Union européenne ont été encouragés à faciliter l'avancement des travaux du GEC/ADI-AI et à veiller à ce que leurs contributions au processus de rédaction restent substantielles. Enfin, le Vice-président encourage les membres de la GEC à fournir rapidement leurs commentaires sur le projet de recommandation, afin que le GEC/ADI-AI puisse répondre aux préoccupations éventuelles lors de sa prochaine réunion (26-27 février 2025).

20. **L'Italie** note que le cadre réglementaire relatif à l'IA favorise un niveau de protection adéquat et souligne que les recommandations visant les organismes de promotion de l'égalité et les institutions nationales des droits humains devraient être adaptées pour refléter la diversité de leurs rôles et de leurs statuts au niveau national. En ce qui concerne l'approche intersectionnelle de la discrimination, elle fait part de ses préoccupations et réaffirme sa préférence pour une approche additive traitant les différentes formes de discrimination de manière distincte, dans un cadre juridique qui s'attaque à l'acte discriminatoire lui-même. L'Italie a également souligné que la Recommandation pourrait être complétée par un paragraphe consacré à l'IA et à son utilisation potentielle dans le cadre de la violence à l'égard des femmes (comme l'utilisation de matériel manipulé par l'IA - « deepfakes » - affectant les femmes).

21. **L'Allemagne** se félicite que le projet de Recommandation fournisse des orientations précieuses aux États membres sur la manière de traiter les implications de l'IA en matière d'égalité et de non-discrimination et que le projet mette également en évidence les avantages potentiels de l'IA dans le domaine de l'égalité et de la non-discrimination. L'Allemagne déclare que le projet devait être compatible avec la réglementation applicable en matière d'IA, à savoir la Convention-cadre et règlement européen sur l'IA, et note que la version actuelle ne semblait pas aller dans ce sens. L'Allemagne estime que certaines obligations imposées aux acteurs publics et privés en matière de suivi et d'établissement de rapports, de droits de

participation, de financement, de contrôle parlementaire, de responsabilité et de charge de la preuve allaient trop loin et dépassaient le cadre du mandat. L'Allemagne souligne également l'importance de refléter davantage le concept de discrimination intersectionnelle dans le projet de Recommandation, compte tenu de son importance et de sa nature factuelle. En outre, l'Allemagne a demandé qu'une attention plus grande et plus claire soit accordée au racisme, à l'antisémitisme et à l'accessibilité des systèmes d'IA, en particulier en ce qui concerne les besoins des personnes handicapées.

22. Le **Royaume-Uni** soulève des questions concernant la coordination de l'UE sur ce dossier, exprimant son intérêt pour la manière dont ce processus fonctionne dans la pratique et s'il crée un précédent. Des inquiétudes sont exprimées quant à la possibilité que les priorités de l'UE dominent les discussions, étant donné le nombre important d'États membres de l'UE au sein du Comité. Le Royaume-Uni demande également des explications sur les garanties permettant de s'assurer que le processus reste équitable et juste pour tous les membres.

23. Le **Danemark** reconnaît l'ampleur et le niveau de détail du projet de recommandation, le qualifiant d'exhaustif, mais relève des difficultés à coordonner les contributions de plusieurs ministères. Tout en se félicitant de l'inclusion de formes intersectionnelles de discrimination, le Danemark suggère une réflexion sur le niveau de détail dans les futures recommandations afin de rationaliser le processus de rédaction.

24. L'**Autriche**, qui a aussi des préoccupations concernant le rôle de coordination de l'UE, en particulier compte tenu de la composition mixte du Conseil de l'Europe, souligne que les décisions devraient rester du ressort des États membres et insiste sur la nécessité de veiller à ce que le processus respecte les principes du Conseil de l'Europe. L'Autriche fait part de ses préoccupations spécifiques concernant des éléments tels que le renversement de la charge de la preuve et l'élargissement des compétences des organismes de promotion de l'égalité.

25. La **Belgique** indique son intention de suivre de près la question de la coordination et de soutenir seulement un mandat de coordination de l'UE ayant une base juridique claire.

26. Le Secrétariat souligne la nature non contraignante de la recommandation et met en garde contre un processus qui pourrait retarder les travaux du GEC/ADI-AI. Il souligne l'importance de veiller à ce que tous les États membres se sentent en mesure d'apporter une contribution significative sans retard excessif.

**b. Prévenir et combattre la violence à l'égard des femmes et des filles et la violence domestique**

**▪ Echange de vues avec Maria-Andriani Kostopoulou et mise en œuvre de la Convention d'Istanbul**

27. Maria-Andriani Kostopoulou, Présidente du Groupe d'expert-es sur la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique (GREVIO), présente les progrès réalisés dans la mise en œuvre de la Convention d'Istanbul et dans la promotion de l'égalité de genre. Elle souligne que l'égalité est la clé de la lutte contre la violence à l'égard des femmes et met en évidence le renforcement apporté à la législation, aux stratégies nationales et aux services d'aide aux victimes. Cependant, des défis subsistent, notamment l'insuffisance des efforts de prévention, l'augmentation de la violence numérique et les lacunes en matière de formation, d'accès aux refuges et de gestion des risques. La Présidente du GREVIO souligne la nécessité d'actions globales pour résoudre les problèmes systémiques et insiste sur la collaboration avec le secteur privé pour lutter contre la violence numérique. Renvoyant à l'impact de la Convention d'Istanbul depuis dix ans, elle salue son influence sur les lois et

les politiques tout en appelant à des efforts soutenus pour combler les lacunes restantes et garantir la sécurité des femmes et des filles.

28. **La Slovénie** s'inquiète des chevauchements potentiels dans les obligations de rapport en raison de la participation de l'UE à la Convention d'Istanbul, se demandant si un questionnaire spécial pour l'UE ne ferait pas double emploi avec les efforts des États membres. La Présidente du GREVIO explique l'approche personnalisée de l'évaluation de l'UE en tant qu'organisation supranationale, en adaptant son questionnaire de base pour refléter à la fois les mesures institutionnelles et les obligations imposées aux États membres. **L'Italie** note l'importance de la contribution du GREVIO pour mesurer l'efficacité de ses actions et souligne son engagement à poursuivre la coopération. Les **Pays-Bas** prennent acte de l'évaluation du GREVIO, exprimant leur satisfaction quant à l'inclusion des mesures mises en œuvre dans les Antilles néerlandaises. La **France** fait part des enseignements tirés de la deuxième visite du GREVIO et souligne ses efforts pour élargir le champ d'action aux différentes formes de violence, y compris la violence sexuelle et la soumission chimique, avec des initiatives parlementaires portant sur ces questions.

29. Le **CCJ** pose des questions sur la collecte de données ventilées par âge et sur l'intégration de la perspective jeunesse dans le suivi. La Présidente du GREVIO répond que l'âge est un indicateur de données essentiel et souligne la nécessité de traiter l'impact de la pornographie violente sur les jeunes par le biais de l'éducation. **La Conférence des OING** note le rôle significatif des organisations de la société civile, et en particulier des organisations de femmes, dans la mise en œuvre de la Convention d'Istanbul. La Présidente du GREVIO affirme que les organisations de défense des droits des femmes sont des parties prenantes essentielles, exhortant les autorités nationales à tirer parti de leur expertise pour améliorer la mise en œuvre.

30. La GEC prend note des informations fournies par les États membres concernant les développements et les expériences nationales en matière de mise en œuvre de la Convention d'Istanbul. À cet égard, **la Belgique** souligne la publication d'un manuel destiné à aider à mieux comprendre les obligations de la convention d'Istanbul, ce qui témoigne de son engagement en faveur d'une mise en œuvre efficace.

31. **La Suisse** fait état de nouvelles normes minimales pour la formation professionnelle afin de sensibiliser les praticiens aux questions de violence fondée sur le genre, et partage des informations sur les stratégies visant à accroître la participation des femmes à des rôles de direction, y compris dans l'armée, ainsi que sur une étude sur la violence à l'égard des femmes dans l'armée.

32. La **Lettonie** informe la GEC de l'introduction d'une nouvelle législation relative à la violence domestique, notant en particulier que les modifications apportées aux sanctions administratives prévoient désormais une amende pouvant aller jusqu'à 700 euros en cas de harcèlement sexuel, ce qui témoigne d'un renforcement du cadre juridique.

33. **L'Allemagne** informe la GEC de la création, en février 2023, d'un « Groupe de travail pour la création d'un organe de coordination conformément à la Convention d'Istanbul » au sein du ministère fédéral des affaires familiales, des personnes âgées, des femmes et de la jeunesse. Le groupe de travail a élaboré la première « Stratégie du gouvernement fédéral pour prévenir et combattre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique dans le cadre de la Convention d'Istanbul 2025-2030 ». La stratégie formule des objectifs clairs, décrit 130 mesures et prévoit la création d'un organisme national de coordination en vertu de l'article 10 de la convention d'Istanbul, qui coordonnera les mesures prises par le gouvernement fédéral pour lutter contre la violence fondée sur le genre.

34. L'**Albanie** met l'accent sur son approche intégrée de l'harmonisation des recommandations des différents organes de défense des droits humains, y compris le GREVIO et le CEDAW. Un plan d'action dirigé par le ministère de la Santé et de la Protection sociale intègre les contributions de plusieurs niveaux de gouvernement afin de donner la priorité aux efforts visant à mettre fin à la violence à l'égard des femmes.

35. Le **Luxembourg** décrit ses projets à deux niveaux pour lutter contre la violence fondée sur le genre, qui comprennent un plan d'action national basé sur les quatre piliers de la convention d'Istanbul et la création d'un Centre national pour victimes de violence, dont l'ouverture est prévue en avril 2025.

36. Le **Royaume-Uni** annonce un changement de stratégie sous une nouvelle direction, déclarant la violence contre les femmes et les filles comme une urgence nationale. Il est prévu de modifier la législation pour que la haine envers les femmes soit considérée comme un crime de haine, d'intégrer des spécialistes de la violence domestique dans les forces de police et d'accélérer les procédures judiciaires pour les délits liés à la violence contre les femmes facilitée par la technologie.

37. La **République de Moldova** détaille les efforts considérables qu'elle a déployés à la suite des recommandations du GREVIO. Il s'agit notamment de réformes juridiques pour lutter contre le féminicide et la violence psychologique, y compris par des moyens numériques, de services élargis pour les victimes, du lancement d'une réforme de l'assistance sociale comprenant une expertise spécialisée en matière de violence sexuelle, et de l'amélioration de la collecte de données grâce à la numérisation. Il informe également la GEC que le gouvernement a lancé une analyse de compatibilité de sa législation avec la Convention d'Istanbul, avec des plans pour intégrer également les directives pertinentes de l'UE.

#### ▪ Informations du Secrétariat sur des activités spécifiques de coopération

38. Le Secrétariat présente des informations sur les 14 projets de coopération en cours, en mettant l'accent sur des thèmes tels que les droits des femmes et des filles migrantes, réfugiées et demandeuses d'asile, l'accès des femmes à la justice, les programmes destinés aux auteurs de violences, la dimension numérique de la violence à l'égard des femmes et la collaboration en cours avec les organisations de la société civile.

39. Le Secrétariat informe la GEC de projets portant sur les droits des femmes migrantes, réfugiées et demandeuses d'asile, notamment des initiatives en Arménie (lignes directrices sur le journalisme sensible au genre), en République de Moldavie (étude sur la protection internationale et la formation de la police) et en Ukraine (formation des procureur·es sur la violence sexuelle liée aux conflits). Au Kosovo, un projet pilote sur les programmes destinés aux auteurs de violences a aidé le ministère de la justice à rédiger un programme national pour le traitement des auteurs de violences à l'égard des femmes. Des initiatives similaires sont prévues en Arménie et en République de Moldavie, sur le modèle du Kosovo, à partir de 2025. La dimension numérique de la violence à l'égard des femmes fait l'objet d'une analyse des lacunes et d'études en Bosnie-et-Herzégovine, en Arménie, en République de Moldavie et en Slovaquie, ainsi que d'efforts de renforcement des capacités ciblant les autorités et les professionnels.

40. Enfin, le Secrétariat souligne que la Conférence « Synergie pour le changement : La société civile sensibilise à la violence à l'égard des femmes dans un contexte de défis mondiaux » (Budapest, 11-12 juillet 2024) a réuni 91 militant·es des droits des femmes et professionnel·les de 26 pays pour discuter des stratégies de lutte contre la violence à l'égard des femmes. La conférence a débouché sur un [appel à l'action](#) qui décrit les actions futures et les priorités identifiées par les participant·es, inspirant les associations de la société civile,

le Conseil de l'Europe et ses États membres dans leur mise en œuvre au cours des prochaines années.

- **Travaux du Comité d'expert-es sur la lutte contre la violence à l'égard des femmes et des filles facilitée par la technologie (GEC/PC-eVIO)**

41. Tryggvi Hallgrímsson, Vice-président du Comité d'experts sur la lutte contre la violence à l'égard des femmes et des filles facilitée par la technologie (GEC/PC-eVIO), fait le point sur sa première réunion (1 et 2 octobre 2024). La réunion s'est concentrée sur le document de travail préparé par le professeur Kim Barker, qui a servi de base aux délibérations sur la violence à l'égard des femmes et des filles facilitée par la technologie. Parmi les principaux résultats, on peut souligner l'accord visant à harmoniser les définitions et la terminologie, à adopter un langage neutre sur le plan technologique et à garantir l'accès des victimes à la justice en simplifiant les procédures de signalement et en évitant de blâmer les victimes. Par ailleurs, les membres du GEC/PC-eVIO soulignent la nécessité de criminaliser la violence à l'égard des femmes et des filles facilitée par la technologie, de combler les lacunes législatives et de renforcer la responsabilité des plateformes numériques. L'importance d'une approche globale pour lutter contre la violence en ligne et hors ligne est mise en avant, ainsi que la nécessité d'aligner la Recommandation sur les cadres juridiques existants, tels que les Conventions d'Istanbul et de Budapest. Le GEC/PC-eVIO examinera un premier projet de Recommandation lors de sa prochaine réunion (22-23 janvier 2025).

42. **L'Allemagne** s'enquiert de l'alignement du projet de Recommandation sur la Législation sur les services numériques de l'UE et de l'implication des partenaires numériques. Le Secrétariat précise que la Convention d'Istanbul servirait de point de départ, mais qu'il était essentiel d'assurer la cohérence avec la Législation sur les services numériques. La contribution des partenaires numériques est importante, même si leur engagement tend parfois à être sélectif car poussé par des motivations différentes. Des efforts seront faits pour s'assurer que le Comité d'experts soit bien informé, avec des possibilités d'auditions et de retour d'information sur le projet de texte.

**c. Garantir aux femmes et aux filles l'égalité d'accès à la justice**

43. Le Secrétariat fournit des informations sur les projets de coopération sur l'accès des femmes à la justice en Türkiye et dans les Balkans occidentaux. Parmi les points forts de ces projets, la formation à l'alphabétisation juridique des femmes dans les provinces de Türkiye touchées par le tremblement de terre, le renforcement de l'accès gratuit à l'aide juridique, les formations du personnel municipal et les expert-es juridiques, les programmes d'alphabétisation juridique et les campagnes de sensibilisation sur les obstacles à l'accès des femmes à la justice. Un cours HELP sur l'accès des femmes à la justice a été dispensé à des étudiant-es en droit de 43 universités turques, ce qui a permis aux futurs expert-es juridiques d'adopter une approche soucieuse de l'égalité de genre.

**d. Garantir l'autonomisation des femmes et l'égalité entre les hommes et les femmes face aux défis mondiaux et géopolitiques**

- **Échange de vues avec Yuriko Backes**

44. La GEC procède à un échange de vues avec Yuriko Backes, Yuriko Backes, ministre de l'Égalité des genres et de la Diversité, de la Défense, de la Mobilité et des Travaux publics du Luxembourg. Elle souligne les synergies entre son double mandat ministériel - l'égalité des genres et la diversité, et la défense - en insistant sur le fait que l'intersection de ces portefeuilles offre des opportunités précieuses pour promouvoir la participation pleine, égale et significative des femmes à la prise de décision, à la consolidation et au maintien de la paix,

ainsi que pour lutter contre la violence sexuelle et sexiste liée aux conflits. Elle a également abordé la grave question des violences sexuelles et sexistes dans le contexte de la guerre menée par la Russie contre l'Ukraine, appuyant que ces violences ne sont pas simplement un sous-produit de la guerre, mais un instrument de guerre, qui n'est souvent pas signalé en raison de la stigmatisation et de la peur des représailles. Elle met l'accent sur les défis plus vastes de notre époque, notamment l'agression de la Russie sur l'Ukraine, la pandémie du Covid-19, l'instabilité économique, les migrations et le changement climatique, qui affectent tous les femmes et les filles de manière disproportionnée. Mettant en garde contre un recul bien organisé de l'égalité de genre et des droits LGBTI, elle appelle à la vigilance pour protéger les progrès réalisés dans ces domaines.

45. Dans son discours, Yuriko Backes pose quatre grandes priorités : renforcer le cadre juridique et politique international pour la participation des femmes à la gestion des crises mondiales (notamment par le biais de la Résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations unies sur les femmes, la paix et la sécurité); explorer le concept et les limites de la politique étrangère féministe ; donner aux petits États les moyens de promouvoir la participation des femmes à la prise de décision politique ; et partager ses expériences personnelles en tant que femme ministre de la défense dans un domaine dominé par les hommes.

46. Au cours de la discussion, des questions ont été posées sur la manière dont les petits pays comme la République de Moldova peuvent mettre en œuvre efficacement la Résolution 1325 des Nations unies sur les femmes, la paix et la sécurité, en recherchant des recommandations pratiques pour améliorer son application. Les questions ont également porté sur la valeur potentielle des conseiller·es en matière de genre dans les programmes de formation et sur le rôle essentiel des jeunes femmes dans les efforts de consolidation de la paix. En réponse aux questions posées, Yuriko Backes souligne la nécessité de former les soldats, dès le début des cours, à l'égalité des genres et à la violence fondée sur le genre, en soutenant l'inclusion de thèmes liés au genre dans les programmes de formation. Elle appuie sur les défis importants auxquels sont confrontées les femmes dans la vie publique, tels que l'exposition accrue et les pressions sociétales, qui les dissuadent souvent de participer. Elle note également que les préoccupations relatives à l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée et les engagements familiaux restent des obstacles majeurs à l'engagement des femmes dans la vie publique. Enfin, elle souligne l'importance d'impliquer les jeunes dans l'élaboration des politiques, en particulier sur des questions essentielles telles que l'égalité des genres et le changement climatique.

#### ▪ **Echange de vues avec Michael O'Flaherty**

47. La GEC procède à un échange de vues avec Michael O'Flaherty, Commissaire aux Droits de l'homme. Il exprime son soutien aux objectifs ambitieux de la Stratégie pour l'égalité de genre 2024-2029 et son souhait de trouver des synergies permettant d'intégrer l'égalité de genre dans son travail. Il expose ensuite ses quatre grandes priorités : apporter un soutien solide à l'Ukraine en matière de droits de l'homme ; aborder les crises sous l'angle des droits humains (climat, crises migratoires, défis de l'IA) ; plaider en faveur des groupes marginalisés et défendre les défenseur·es des droits de l'homme. Soulignant l'importance d'une approche intégrée de la dimension de genre, il insiste sur la nomination et le rôle d'un point focal sur la question de « genre » au sein de son bureau.

48. Le Commissaire souligne qu'il est urgent de s'attaquer aux violences sexuelles liées au conflit en Ukraine, appelant à la responsabilité et à la réparation tout en veillant à ce que les besoins des femmes et des filles déplacées soient respectés dans le cadre de la directive européenne sur la protection temporaire. Il insiste également sur la nécessité de faire entendre la voix des femmes dans les efforts de consolidation de la paix et de la reconstruction. En ce qui concerne l'IA, le Commissaire note que la réglementation dans ce domaine est dominée par les hommes et appelle à l'inclusion des femmes pour s'assurer que

les perspectives de genre sont reflétées. A propos de la crise climatique, il plaide pour que les États membres reconnaissent le droit à un environnement propre et sain, soutiennent les défenseur·es des droits humains dans le domaine de l'environnement et s'attaquent aux risques croissants auxquels sont confrontés les militant·es des droits de la femme. Il exprime également son intention d'étudier de près la Recommandation CM/Rec (2022)17 du Comité des Ministres aux États membres sur la protection des droits des femmes et des filles migrantes, réfugiées et demandeuses d'asile et d'aligner son travail sur cette Recommandation. Enfin, le Commissaire réaffirme son soutien sans faille à la Convention d'Istanbul, soulignant son engagement à plaider en faveur de sa ratification et de sa réadhésion dans le cas de Türkiye, et à veiller à sa mise en œuvre pleine et effective.

49. Au cours des discussions, les principaux sujets abordés sont les suivants : veiller à ce que le Registre des dommages pour l'Ukraine tienne compte des dommages immatériels, lutter contre l'acceptabilité croissante de la remise en cause de l'égalité de genre et des droits humains, protéger les travailleurs et travailleuses migrant·es et leurs familles, et intégrer l'égalité de genre et la sensibilisation aux stéréotypes nocifs dans l'éducation civique. Le Commissaire souligne l'importance de considérer les droits humains comme non négociables et soutient les activités de sensibilisation fondées sur des données probantes afin de démontrer les avantages pour la société. Il soutient ardemment l'importance d'intégrer des sujets relatifs à l'égalité de genre, y compris la lutte contre les stéréotypes sexistes, dans le programme d'éducation civique. En ce qui concerne les migrations, il répète l'importance de veiller à ce que la gestion des frontières soit conforme au droit international. La collaboration avec les Nations unies est jugée essentielle, préconisant des efforts conjoints plus importants plutôt que des actions parallèles.

- **Recommandation CM/Rec(2022)17 du Comité des Ministres aux États membres sur la protection des droits des femmes et des filles migrantes, réfugiées et demandeuses d'asile**

50. Le Président invite les membres à informer la GEC des activités qu'ils ont menées pour promouvoir la Recommandation du Comité des Ministres sur la protection des droits des femmes et des filles migrantes, réfugiées et demandeuses d'asile.

51. **L'Allemagne** fait part de différentes initiatives concernant les femmes migrantes et réfugiées, notamment des activités sur l'hébergement des réfugié·es vulnérables en collaboration avec l'UNICEF, ainsi qu'un projet de l'organisation Da Migma sur la migration, le sexisme et le racisme. L'Allemagne met également en œuvre les recommandations du GRETA et le plan d'action national de lutte contre la traite des êtres humains, notamment en ce qui concerne la création de centres de conseil pour les victimes de la traite.

52. Le Secrétariat rappelle que, comme prévu dans le mandat de la GEC, un « Guide pratique à l'intention des responsables politiques pour soutenir la mise en œuvre de la Recommandation sur la protection des droits des femmes et des filles migrantes, réfugiées et demandeuses d'asile » est en cours d'élaboration. Ce guide est destiné à être utilisé comme un outil pratique de sensibilisation pour soutenir les responsables politiques dans la mise en œuvre de la Recommandation CM/Rec (2022)17 et contient une liste de contrôle pour aider au développement et à la mise en œuvre de la législation et de la politique conformément à la Recommandation.

53. La GEC décide de demander que le Comité des Ministres prolonge jusqu'au 30 juin 2025 le délai pour l'achèvement de son outil de sensibilisation soutenant la diffusion et la mise en œuvre au niveau national de la Recommandation CM(2022)17 sur la protection des droits des femmes et des filles migrantes, réfugiées et demandeuses d'asile.

- **Tour de table sur l'égalité de genre et l'environnement**

54. Le Président souligne qu'il est urgent de s'attaquer à la crise environnementale et qu'il est nécessaire de prendre des mesures tenant compte de la dimension de genre, et appelle le document de référence sur l'égalité de genre et l'environnement (GEC(2024)08).

55. Le Secrétariat informe la GEC de la reconnaissance par le Conseil de l'Europe du besoin urgent de s'attaquer à la triple crise planétaire de la pollution, du changement climatique et de la perte de biodiversité, comme le souligne la Déclaration de Reykjavik. Les normes du Conseil de l'Europe, y compris les recommandations du Comité des Ministres et les résolutions de l'Assemblée Parlementaire, préconisent des mesures tenant compte de la dimension de genre, telles que la lutte contre la violence fondée sur le genre dans les crises climatiques, le renforcement de la participation des femmes à la prise de décision en matière d'environnement et la promotion d'un financement du climat qui tienne compte de la dimension de genre. Ces priorités s'alignent sur des cadres mondiaux tels que la Plateforme d'action de Beijing et l'Accord de Paris, qui appellent à intégrer des considérations de genre dans l'action climatique afin de remédier à l'impact disproportionné des défis environnementaux sur les femmes et les groupes marginalisés.

56. En ce qui concerne le mandat de la GEC et la Stratégie pour l'égalité de genre 2024-2029, le Secrétariat remarque qu'il n'y a pas de livrable spécifique sur l'égalité de genre et l'environnement. Cependant, la Stratégie offre un cadre pour aborder ces questions, en particulier sous l'objectif stratégique 5 sur l'autonomisation des femmes et l'égalité de genre face aux défis mondiaux et géopolitiques. La Stratégie reconnaît les effets disproportionnés sur les femmes et les filles de crises telles que le changement climatique, qui exacerbent les inégalités existantes et augmentent les risques de violence, de discrimination et d'exclusion sociale. Le Secrétariat note également que l'« Étude sur la participation équilibrée des femmes et des hommes à la prise de décision politique et publique », prévue pour la fin 2026, examinera la participation des femmes à la prise de décision en matière d'environnement. Le Secrétariat indique que la Stratégie du Conseil de l'Europe sur l'environnement est en cours de développement, dirigée par le Groupe multidisciplinaire ad hoc sur l'environnement (GME), dont le mandat prévoit une approche intégrée des perspectives de genre.

57. Le Secrétariat informe les participant-es de la première réunion du Groupe multidisciplinaire ad hoc sur l'environnement (GME) (25-27 septembre 2024), au cours de laquelle le GME a présenté son mandat pour la rédaction de la Stratégie du Conseil de l'Europe sur l'environnement, qui doit être achevée d'ici le 31 mars 2025. La Stratégie adoptera une approche multidisciplinaire, intégrant l'égalité de genre, les droits de l'enfant et d'autres perspectives intersectionnelles. Le GME nommera un rapporteur sur l'égalité de genre (GER) lors de sa prochaine réunion (9-11 décembre 2024).

58. Les membres de la GEC sont invités à partager leurs pratiques nationales et à réfléchir à la manière dont la GEC peut aborder ce sujet dans le cadre de son mandat. **L'Arménie** souligne le lien entre les droits humains et la protection de l'environnement, en insistant sur la nécessité d'une action climatique, d'une collecte de données climatiques spécifiques au genre, d'un soutien aux initiatives jeunesse et d'une prise en compte de la vulnérabilité des femmes et des filles, en particulier dans les zones rurales, face au changement climatique. **L'Ukraine** donne des informations sur ses travaux en matière de sécurité environnementale, l'élaboration d'un plan d'action national actualisé sur les femmes, la paix et la sécurité, et sur ses efforts visant à accroître la participation des femmes aux activités de déminage. **La Belgique** met en avant ses travaux sur l'approche intégrée de la dimension de genre dans l'action climatique. **La Tchéquie** donne des détails sur ses exigences en matière d'analyse de genre dans les processus législatifs et sur la coopération entre les Ministères en matière d'égalité de genre dans les politiques environnementales. **L'Espagne** décrit comment elle intègre l'égalité de genre dans son cadre juridique national et ses plans environnementaux, en se focalisant sur les questions climatiques, l'approche intégrée de la dimension de genre,

la participation des jeunes et la résilience, tout en promouvant l'équilibre de genre dans les assemblées sur le climat et dans les études sur la transition climatique. **La République de Moldova** communique des informations sur ses programmes d'autonomisation des femmes dans les zones rurales, en particulier dans le secteur agricole, et sur ses efforts pour aligner les plans budgétaires nationaux sur les politiques adoptées en matière d'égalité de genre.

59. Sur la base de cet échange de vues, la GEC charge le Secrétariat de préparer une compilation des bonnes pratiques dans le domaine de l'égalité de genre et de l'environnement, qui sera examinée lors de sa prochaine réunion.

▪ **Développement de récits positifs dans le contexte des mouvements anti-genre**

60. La GEC prend note de la présentation par les expertes-consultantes (Andrea Peto et Emi Michaels), des résultats préliminaires de l'étude cartographique sur les mouvements anti-genre en Europe. Le discours anti-genre rassemble les factions conservatrices, religieuses et nationalistes qui dépeignent l'égalité de genre comme une menace pour la tradition, la souveraineté nationale et les valeurs familiales. Les mouvements anti-genre utilisent la sécurité, le nationalisme et un langage pro-famille pour légitimer leur programme, souvent soutenu par un financement opaque et des médias sociaux non réglementés afin d'éviter tout contrôle. En revanche, les parties prenantes qui soutiennent l'égalité de genre sont confrontées à des difficultés liées aux exigences de transparence et à la fragmentation de leur organisation, ce qui les rend moins cohésives, moins adaptables et moins bien financées. Les récits anti-genre ciblent particulièrement les jeunes hommes, présentant l'égalité de genre comme un danger pour la masculinité traditionnelle, ce qui alimente la polarisation politique et les sentiments anti-féministes. Les recommandations préliminaires soulignent l'importance de promouvoir des récits positifs qui mettent en évidence les avantages sociaux, économiques et démocratiques de l'égalité de genre et qui trouvent un écho auprès de diverses communautés. Il est conseillé de renforcer les mouvements populaires adaptables et les initiatives inclusives pour garantir la résilience dans des environnements hostiles. Il est recommandé d'intégrer l'égalité de genre dans le discours sur la sécurité, en la présentant comme vitale pour la sécurité nationale et internationale. L'établissement d'alliances stratégiques avec des groupes religieux progressistes, des organisations de jeunesse et des alliés centristes est encouragé pour contrer les récits anti-genre. En outre, le renforcement des défenses universitaires par le biais de partenariats avec des établissements d'enseignement supérieur et le soutien d'initiatives de recherche sont jugés essentiels.

61. Après les discussions en séance plénière, les membres de la GEC, les participant-es et les observateurs et observatrices ont formé des groupes de travail pour discuter de quatre questions :

- Quelles tendances ou évolutions liées aux mouvements anti-genre observez-vous dans votre pays/contexte ?
- Quel est l'impact des mouvements/du discours anti-genre sur les politiques, l'opinion publique ou la promotion de l'égalité de genre et la lutte contre la violence à l'égard des femmes dans votre pays/contexte ?
- Avec qui collaborez-vous pour contrer les mouvements et le discours anti-genre dans votre contexte ?
- Quelles actions pensez-vous que le Conseil de l'Europe devrait entreprendre pour répondre aux défis posés par les mouvements et la rhétorique anti-genre ?

62. Au cours des discussions dans les groupes de travail, plusieurs points sont soulevés concernant le discours anti-genre qui est de plus en plus répandue et liée au populisme de droite et au nationalisme, ainsi que les attaques contre des concepts tels que le « genre » et

le « wokisme ». Il est noté que les mouvements anti-genre exploitent la peur et les questions qui divisent, en ciblant par exemple l'éducation sexuelle, les droits sexuels et reproductifs et les droits des LGBTI. Il est souligné que les contenus misogynes et antiféministes prospèrent en ligne, souvent soutenus par l'argent doux et les influenceurs, et que la terminologie autour du « genre » est instrumentalisée pour saper les efforts en faveur de l'égalité de genre, et que les débats de société restent polarisés. Les participant-es note également que les mouvements anti-genre brouillent les définitions du genre, entravent l'élaboration des politiques et affaiblissent les défenseurs et défenseuses de l'égalité, et qu'ils utilisent la peur et des récits de division pour éroder le soutien à l'égalité de genre et aux droits des LGBTI, provoquant une polarisation de la société et réduisant la priorité accordée par l'opinion publique aux questions d'égalité. Cela conduit au blocage ou à la dilution de la législation, comme le retrait de la Convention d'Istanbul, et à un ressentiment croissant quant à l'allocation des ressources. Il est souligné que des efforts effectifs pour contrer ces mouvements comprendraient des alliances avec des ONG, des institutions académiques, des partenaires sociaux et des organisations de jeunesse. À cet égard, il a également été noté que les partenariats restent souvent confinés à des chambres d'écho, et que des coalitions plus larges et des stratégies d'engagement inclusives sont nécessaires pour lutter efficacement contre le discours anti-genre.

63. Les participant-es notent que des actions que le Conseil de l'Europe pourrait entreprendre comprennent la promotion de récits positifs et qui parlent aux gens, alliant l'égalité de genre à l'agenda de sécurité au sens plus large d'une part et à la vie quotidienne d'autre part ; le développement d'outils et de formations sur les mouvements anti-genre afin de mieux comprendre comment les contrer ; l'utilisation de sa position unique pour favoriser un dialogue transnational, dissiper les mythes et combattre la polarisation ; l'intégration des considérations d'égalité de genre dans tous les secteurs et le renforcement des alliances, par exemple avec l'APCE et le Commissaire aux droits de l'homme ; la création de prix pour les bonnes pratiques en matière d'égalité de genre ; et l'exploration d'approches créatives telles que l'humour et l'empathie pour susciter le soutien du public.

**e. Intégrer les questions d'égalité de genre et une approche intersectionnelle dans toutes les politiques et mesures**

64. La GEC entend la présentation du Secrétariat sur l'approche intégrée de l'égalité de genre dans les activités du Conseil de l'Europe. Le Secrétariat souligne les développements continus dans le secteur du sport, notamment le projet d'égalité de genre intitulé ALL-IN PLUS (qui durera jusqu'en février 2025 et impliquera 25 États membres) et les travaux sur l'égalité de genre dans le domaine de la lutte contre le dopage. Parmi les autres exemples l'approche intégrée de la dimension de genre, citons les programmes de désengagement et de réintégration des femmes ayant des liens avec le terrorisme par le Comité du Conseil de l'Europe de lutte contre le terrorisme (CDCT) et les projets d'activités liées au genre au sein du Comité directeur pour les droits humains dans les domaines de la biomédecine et de la santé (CDBIO).

65. Le Secrétariat informe la GEC qu'un atelier de formation sur l'approche intégrée de l'égalité de genre et de l'intersectionnalité pour les Rapporteurs sur l'égalité de genre (GER) a eu lieu début novembre 2024 et de la publication d'une nouvelle boîte à outils sur l'approche intégrée de l'égalité de genre dans les organes de suivi du Conseil de l'Europe.

- **L'approche intégrée de la dimension de genre dans les activités du Conseil de l'Europe – information sur le cours HELP et les activités des autres secteurs**

66. Le Secrétariat informe la GEC de la traduction du cours HELP sur l'égalité de genre et l'approche intégrée de la dimension de genre en français et en ukrainien, ainsi que de la

prochaine version en azerbaïdjanais. La représentante de l'Espagne indique que son pays travaille sur la version espagnole. La version anglaise du cours HELP a connu un grand succès, en particulier en dehors du Conseil de l'Europe, mais il est noté que son utilisation par les membres du personnel pourrait être améliorée. Plusieurs délégations se sont déclarées satisfaites du cours HELP et souligne qu'il peut intéresser un large éventail de parties prenantes.

67. La GEC recommande au Conseil de l'Europe d'envisager de rendre le cours HELP obligatoire pour tous les membres du personnel.

**▪ Rapports des membres de la GEC, des expert-es et du Secrétariat  
qui ont participé aux réunions des organes du Conseil de  
l'Europe**

68. Le Président invite les membres de la GEC qui ont suivi les travaux d'autres organes du Conseil de l'Europe à rendre compte des résultats des réunions qui ont eu lieu depuis la dernière réunion plénière de la GEC.

69. Elena Grozdanova (Macédoine du Nord) rend compte des 9<sup>e</sup> et 10<sup>e</sup> réunions du Comité d'experts sur les questions relatives aux Roms et aux Gens du voyage (ADI-ROM) qui ont eu lieu respectivement les 15-16 mai et les 29-30 octobre 2024. Lors de la 9<sup>e</sup> réunion, elle a présenté la nouvelle Stratégie pour l'égalité de genre 2024-2029 et a souligné que ses objectifs stratégiques devraient être pris en compte lors de l'élaboration de la prochaine Stratégie pour l'inclusion des Roms et des Gens du voyage 2026-2030. Lors de sa 10<sup>e</sup> réunion, l'ADI-ROM a approuvé l'étude de faisabilité sur un éventuel projet de recommandation sur les politiques et pratiques de déségrégation et d'inclusion dans le domaine de l'éducation des enfants Roms et issus de la communauté des gens du voyage. Elle a offert le soutien de la GEC au groupe de travail sur l'élaboration du projet de recommandation. Elena Grozdanova a également encouragé le renforcement de la coopération avec le rapporteur de l'ADI-ROM sur l'égalité de genre.

70. Sara Slana (Slovénie) rend compte de sa participation à la 4<sup>e</sup> réunion du Comité d'experts sur la prévention de la violence (ENF-VAE) sur les 24-25 septembre 2024. Une partie de la réunion a été consacrée au rapport d'examen de la mise en œuvre de la Recommandation CM/Rec (2009)10 sur les lignes directrices du Conseil de l'Europe sur les Stratégies nationales intégrées pour la protection des enfants contre la violence, où des commentaires ont été faits au nom de la GEC sur la nécessité d'une perspective d'égalité de genre et d'informations et de données ventilées par sexe, notamment sur la situation des filles. Le principal point d'intérêt a été la discussion des éléments préliminaires d'un projet de recommandation sur l'éducation sexuelle complète adaptée à l'âge. Des questions ont été soulevées telles que le besoin de rationaliser le langage relatif à l'égalité de genre dans la future recommandation. La préparation d'une note d'orientation sur la protection des enfants contre les risques liés à l'accès à des contenus pornographiques en ligne a été saluée par l'ENF-VAE.

71. Ralph Kass (Luxembourg) rend compte de sa participation à la 2<sup>e</sup> réunion de l'ADI-SOGIESC (29-30 octobre 2024). Il souligne que l'ADI-SOGIESC a nommé un rapporteur sur l'égalité de genre, qui a pu se joindre à la session de formation organisée par la Division de l'égalité de genre la semaine suivante. Il note qu'au cours de cette réunion, l'ADI-SOGIESC a examiné le projet de recommandation sur l'égalité des droits des personnes intersexuées et son exposé des motifs. Il a discuté des progrès réalisés dans l'examen complet de la Recommandation CM/Rec(2010)5 du Comité des Ministres aux Etats membres sur des mesures visant à combattre la discrimination fondée sur l'orientation sexuelle ou l'identité de genre, ainsi que des progrès réalisés dans le cadre de l'examen complet de la recommandation CM/Rec(2010)5 du Comité des ministres aux États membres sur les

mesures visant à combattre la discrimination fondée sur l'orientation sexuelle ou l'identité de genre. Le comité a également commencé à discuter d'un projet de stratégie du Conseil de l'Europe pour l'égalité des droits des personnes LGBTI (2027-2032) qui pourrait fournir une approche coordonnée des droits des personnes LGBTI dans les États membres, en s'attaquant potentiellement aux lacunes législatives, à la montée de la discrimination et aux crimes de haine, en établissant des objectifs mesurables alignés sur d'autres stratégies du Conseil de l'Europe.

72. Le Secrétariat (remplaçant Dóra TONTÉ (Hongrie)) a participé à la 52<sup>e</sup> réunion du CCJ (17-19 septembre 2024) et à une réunion consultative (19-20 septembre 2024), au cours de laquelle l'avant-projet d'un cadre de référence du Conseil de l'Europe sur la perspective jeunesse a été discuté. Cette activité fait suite à la Déclaration de Reykjavik qui a défini une approche novatrice pour intégrer une perspective jeunesse dans les délibérations intergouvernementales et autres de l'Organisation. La nécessité de reconnaître la diversité des perspectives jeunesse a été soulignée, reconnaissant que les jeunes ont des identités et des expériences variées qui doivent être reflétées dans les politiques. Il a été souligné que pour que leurs voix soient prises au sérieux, il faut leur consacrer suffisamment de temps et de ressources pour leur permettre d'apporter des contributions significatives et éviter le symbolisme, et qu'il est essentiel d'établir une terminologie claire et cohérente, telle que « participation des jeunes » et « intégration des jeunes » pour favoriser une compréhension commune de l'intégration de la jeunesse. Enfin, il a été noté que la présentation de bonnes pratiques au sein du Conseil de l'Europe et de ses États membres peut inspirer et promouvoir l'adoption plus large de stratégies efficaces d'engagement des jeunes. La réunion comprenait des présentations d'initiatives réussies axées sur la jeunesse provenant de divers secteurs du Conseil de l'Europe, y compris la Commission pour l'égalité de genre (GEC). Le processus de rédaction du cadre de référence débutera en janvier 2025, le projet étant attendu pour avril 2025.

73. Le Président remercie les membres pour leur disponibilité et leur implication et a souligné que leur travail est apprécié par les autres comités et qu'il est essentiel pour garantir l'inclusion d'une perspective de genre dans tous les domaines pertinents.

## **6. Coopération avec d'autres secteurs du Conseil de l'Europe et organisations internationales/régionales**

- **Conseil de l'Union européenne - programmes des présidences en matière d'égalité de genre**

74. La GEC prend note des informations fournies par les représentantes de la Belgique et de la Hongrie sur le programme d'égalité de genre de leurs présidences respectives du Conseil de l'Union européenne.

## **7. Activités actuelles et futures aux niveaux national et international**

- **69<sup>e</sup> session de la Commission de la condition de la femme CSW 69 (New-York, 10-21 mars 2025)**

75. La GEC prend note des informations fournies par le Secrétariat concernant l'événement parallèle qui sera coorganisé - par le Luxembourg, dans le cadre de sa présidence du Comité des Ministres, et le Conseil de l'Europe. Le thème envisagé est la violence à l'égard des femmes facilitée par la technologie dans une perspective de jeunesse, visant des personnalités publiques telles que des jeunes femmes engagées dans l'activisme public ou politique, y compris des journalistes et des défenseuses des droits humains, ou ayant un statut de célébrité, et la manière d'éviter qu'elle ne devienne la nouvelle norme.

▪ **Programmes des présidences du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe en matière d'égalité de genre :**

76. La GEC prend note des informations fournies par les représentant·es de la Lituanie, du Luxembourg et de Malte sur le programme d'égalité de genre de leurs prochaines présidences respectives du Comité des Ministres. Les membres se réjouissent de la conférence annuelle de la GEC qui se tiendra sous la présidence maltaise du Comité des Ministres les 17 et 18 septembre 2025 à Malte.

**8. Propositions pour l'ordre du jour de la prochaine réunion, y compris les discussions thématiques**

77. La GEC accepte la proposition de son Bureau d'inclure dans l'ordre du jour des échanges de vues avec Nicole Ameline, Vice-présidente du CEDAW et rapporteuse sur la Recommandation générale n° 40 sur la participation égale et inclusive des femmes aux systèmes de prise de décision, qui a été adoptée par le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (CEDAW) lors de sa 89<sup>e</sup> session en octobre 2024 ; et avec Nina Grmuša, Présidente du Conseil consultatif de la jeunesse.

**8. Questions diverses**

78. Le Kazakhstan fournit une déclaration écrite aux membres de la GEC sur ses activités actuelles visant à promouvoir l'égalité de genre dans son pays.

**9. Dates des prochaines réunions**

79. La GEC convient de se réunir à nouveau à Strasbourg du 13 au 15 mai 2025 pour sa 27<sup>e</sup> réunion et du 18 au 20 novembre 2025 pour sa 28<sup>e</sup> réunion.

**10. Adoption du rapport abrégé de la 26<sup>e</sup> réunion**

80. La GEC adopte le rapport abrégé de la réunion et charge le Secrétariat de le transmettre au Comité des Ministres pour qu'il en prenne note.

## ANNEXE I

### ORDRE DU JOUR

1. **Ouverture de la réunion et adoption de l'ordre du jour** *GEC(2024)OJ2*
2. **Rapport du Président de la GEC**
3. **Mandat de la GEC 2024-2027 et programme de travail 2024/2025** [CM\(2023\)131-addfinal](#)  
*GEC(2024)1rev2*
  - Groupe de travail sur l'établissement des rapports sur la mise en œuvre de la GES 2024-2029 *GEC(2024)6*
  - Groupe de travail sur les récits positifs dans le contexte des mouvements anti-genre *GEC(2024)7*
4. **Elections et nominations** *GEC(2023)INF1*
5. **Programme transversal du Conseil de l'Europe sur l'égalité de genre**
  - 5.1. **Stratégie pour l'égalité de genre 2024-2029 :**
    - Informations du Secrétariat
  - 5.2. **Travail thématique**
    - a. **Prévenir et combattre les stéréotypes de genre et le sexisme**
      - Travaux du Comité d'expert-es sur l'intelligence artificielle, l'égalité et la discrimination (GEC/ADI-AI) *GEC/ADI-AI(2024)8*  
*GEC/ADI-AI(2024)7rev2*
    - b. **Prévenir et combattre la violence à l'égard des femmes et des filles et la violence domestique**
      - Échange de vues avec Maria Andriani Kostopoulou, Présidente du GREVIO
      - Mise en œuvre de la Convention d'Istanbul
      - Information du Secrétariat sur des activités de coopération spécifiques
      - Travaux du Comité d'expert-es sur la lutte contre la violence à l'égard des femmes et des filles facilitée par la technologie (GEC/PC-eVIO) *GEC/PC-eVIO(2024)4*

- c. Garantir aux femmes et aux filles l'égalité d'accès à la justice
  - Information du Secrétariat sur les projets de coopération concernant l'accès des femmes à la justice
  
- d. Garantir l'autonomisation des femmes et l'égalité de genre face aux défis mondiaux et géopolitiques
  - Échange de vues avec Yuriko Backes, Ministre de l'égalité des genres et de la diversité, de la défense, de la mobilité et des travaux publics du Luxembourg
  - Échange de vues avec Michael O'Flaherty, Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe
  - Suivi de la Recommandation CM/Rec(2022)17 du Comité des Ministres aux États membres sur la protection des droits des femmes et des filles migrantes, réfugiées et demandeuses d'asile
  - Tour de table sur l'égalité de genre et l'environnement comme questions interconnectées, y intégrant le point de vue jeunesse
  - Développement de récits positifs dans le contexte des mouvements anti-genre
  
- e. Intégrer les questions d'égalité de genre et une approche intersectionnelle dans toutes les politiques et mesures
  - Approche intégrée de l'égalité de genre dans les activités du Conseil de l'Europe – information sur le cours HELP et des activités d'autres secteurs
  - Boîte à outils sur l'approche intégrée de l'égalité dans les mécanismes de suivi du Conseil de l'Europe
  - Session de formation des rapporteur-es sur l'égalité de genre (5-6 novembre 2024)
  - Rapports des membres de la GEC, des expert-es et du Secrétariat qui ont participé aux réunions des organes du Conseil de l'Europe
    - 9<sup>e</sup> et 10<sup>e</sup> réunion du Comité d'expert-es sur les questions relatives aux Roms et aux Gens du voyage (ADI-ROM), 14-16 mai 2024 et 29-30 octobre 2024
    - 52<sup>e</sup> réunion du Conseil consultatif sur la jeunesse (CCJ), 17-19 septembre 2024
    - 4<sup>e</sup> réunion du Comité d'expert-es sur la prévention de la violence (ENF-VAE), 24-25 septembre 2024
    - 2<sup>e</sup> réunion du Comité d'expert-es sur l'orientation sexuelle, l'identité et l'expression de genre et les

GEC(2024)8

**6. Coopération avec les autres secteurs du Conseil de l'Europe et les organisations internationales/régionales**

- a. Autres secteurs du Conseil de l'Europe
- b. Organisations internationales/régionales
  - Conseil de l'Union européenne - Agenda pour l'égalité de genre :
    - o Présidence belge (janvier-juin 2024)
    - o Présidence hongroise (juillet - décembre 2024)
    - o Présidence polonaise (janvier - juin 2025)

**7. Activités actuelles et futures au niveau national et international**

- Préparation de l'évènement parallèle sur la violence à l'égard des femmes et des filles facilitée par la technologie co-organisé avec la Mission permanente du Luxembourg aux Nations Unies sous la présidence Luxembourgeoise du Comité des Ministres lors de la 69<sup>e</sup> session de la Commission de la condition de la femme CSW69 (New York, 10-21 mars 2025)
- Programmes des présidences du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe en matière d'égalité de genre :
  - Lituanie (mai - novembre 2024)
  - Luxembourg (novembre 2024 - mai 2025)
  - Malte (mai - novembre 2025)

**8. Propositions pour l'ordre du jour de la prochaine réunion, y compris les discussions thématiques**

**9. Autres questions**

**10. Dates et lieu des prochaines réunions**

- 27<sup>e</sup> réunion : 13-15 mai 2025, à Strasbourg
- 28<sup>e</sup> réunion : 18-20 novembre 2025 (date à confirmer), à Strasbourg

**11. Adoption du rapport abrégé de la 26<sup>e</sup> réunion (19-21 novembre 2024)**

## ANNEXE II

### Liste des participant·es

|                                    |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
|------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Albania</b><br><i>Albanie</i>   | <b>Etleva Sheshi</b><br>Director<br>Directorate of Social Inclusion and Gender Equality Policies<br>General Directorate of Social Protection<br>Ministry of Health and Social Protection<br><i>Direction des politiques d'inclusion sociale et d'égalité de genre</i><br><i>Direction générale de la protection sociale</i><br><i>Ministère de la santé et de la protection sociale</i> |
| <b>Andorra</b><br><i>Andorre</i>   | <b>Mireia Porras Garcia</b><br>Head of the Equality Policies Service<br>Social Affairs Department<br>Ministry of Social Affairs, Justice and Interior<br><i>Chef du Service des Politiques d'Égalité</i><br><i>Département des Affaires Sociales</i><br><i>Ministère des Affaires Sociales, de la Justice et de l'Intérieur</i>                                                         |
| <b>Armenia</b><br><i>Arménie</i>   | <b>Aramayis Grigoryan</b><br>Deputy to the Permanent Representative<br><i>Répresentant Permanent Adjoint</i>                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <b>Austria</b><br><i>Autriche</i>  | <b>Eva Fehringer</b><br>Director, Federal Ministry of Labour and Economy<br><i>Directrice, ministère fédéral du travail et de l'économie</i>                                                                                                                                                                                                                                            |
| <b>Belgium</b><br><i>Belgique</i>  | <b>Carine Joly</b><br>Adviser<br>Institute for Gender Equality<br><i>Conseillère</i><br><i>Institut pour l'égalité des femmes et des hommes</i><br><br><b>Valérie De Meûter</b><br>Policy Advisor on Equal Opportunities<br><i>Conseillère politique en matière d'égalité des chances</i>                                                                                               |
| <b>Bulgaria</b><br><i>Bulgarie</i> | <b>Irina Ivanova</b><br>Head of Unit<br>Equal Opportunities, Antidiscrimination and Social Assistance Benefits<br>Ministry of Labour and Social Policy<br><i>Cheffe d'unité</i><br><i>Égalité des chances, lutte contre la discrimination et prestations d'assistance sociale</i><br><i>Ministère du travail et de la politique sociale</i>                                             |
| <b>Cyprus</b><br><i>Chypre</i>     | <b>Niovi Georgiade</b><br>Officer, Office of Commissioner for Gender Equality<br><i>Agente, Bureau de la Commissaire de l'égalité de genre</i>                                                                                                                                                                                                                                          |

|                                    |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
|------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Czechia</b><br><b>Tchéquie</b>  | <p><b>Radan Šafařík</b><br/>Director of Gender Equality Department<br/>Office of the Government of Czechia<br/><i>Directeur du département de l'égalité entre les hommes et les femmes</i><br/><i>Bureau du gouvernement de la Tchéquie</i></p> <p><b>Amalie Andrsova</b><br/>Officer<br/>Gender Equality Department, Office of the Czechia<br/><i>Chargée de mission, Département de l'égalité entre les hommes et les femmes, Office de la Tchéquie</i></p>                      |
| <b>Denmark</b><br><b>Danemark</b>  | <p><b>Kira Appel</b><br/>Deputy Head of Department/Chief Consultant<br/>Department for Gender Equality<br/>Ministry of Digital Government and Gender Equality<br/><i>Cheffe de service adjointe/ Consultante en chef</i><br/><i>Département de l'égalité de genre</i><br/><i>Ministère du gouvernement numérique et de l'égalité de genre</i></p>                                                                                                                                  |
| <b>Estonia</b><br><b>Estonie</b>   | <p><b>Lee Maripuu</b><br/>Head of Gender Equality Policy<br/>Ministry of Social Affairs<br/><i>Responsable de la politique d'égalité de genre</i><br/><i>Ministère des affaires sociales</i></p>                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <b>France</b>                      | <p><b>Stefania Chiru</b><br/>Office for European and international Affairs<br/>General Directorate for Social Cohesion<br/>Ministry of Solidarity/Ministry in charge equality between women and men<br/><i>Bureau des affaires européennes et internationales</i><br/><i>Direction générale de la cohésion sociale</i><br/><i>Ministère des solidarités/Ministère délégué chargé de l'égalité entre les femmes et les hommes</i></p>                                               |
| <b>Finland</b><br><b>Finlande</b>  | <p><b>Saarinen Anttoni</b><br/>Specialist<br/>Ministry of Social Affairs and Health<br/><i>Specialiste</i><br/><i>Ministère des affaires sociales et de la santé</i></p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <b>Germany</b><br><b>Allemagne</b> | <p><b>Lea Spörcke</b><br/>Policy Officer<br/>Federal Ministry of Family Affairs, Senior Citizens, Women and Youth<br/><i>Chargée de mission</i><br/><i>Ministère fédéral de la famille, des personnes âgées, des femmes et de la jeunesse</i></p>                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Greece</b><br><b>Grèce</b>      | <p><b>Christina Agoritsa</b><br/>Policy Officer, Independent Department of European and International Co-operation<br/>General Secretariat for Demography, Family and Gender Equality, Ministry of Social Cohesion and Family<br/><i>Chargée de politique, Département indépendant de la coopération européenne et internationale</i><br/><i>Secrétariat général à la démographie, à la famille et à l'égalité de genre, ministère de la cohésion sociale et de la famille</i></p> |

|                                     |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
|-------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Hungary</b><br><b>Hongrie</b>    | <b>Kerekes Teréz</b><br>International Relations Officer<br>Ministry of Culture and Innovation<br><i>Chargée des relations internationales</i><br><i>Ministère de la culture et de l'innovation</i>                                                                                                                                                        |
| <b>Iceland</b><br><b>Islande</b>    | <b>Tryggvi Hallgrímsson</b><br>Special Adviser<br>Directorate of Equality<br>Department of Equality and Human Rights,<br>Prime Minister's Office<br><i>Conseiller spécial</i><br><i>Direction de l'Égalité</i><br><i>Département de l'égalité et des droits humains</i><br><i>Bureau de la Première Ministre</i>                                          |
| <b>Ireland</b><br><b>Irlande</b>    | <b>Brendan Scally</b><br>Administrative Officer<br>Equality & Gender Equality Unit<br>The Department of Children, Equality, Disability, Integration and Youth<br><i>Responsable administratif</i><br><i>Unité de l'égalité et de l'égalité de genre</i><br><i>Département de l'enfance, de l'égalité, du handicap, de l'intégration et de la jeunesse</i> |
| <b>Italy</b><br><b>Italie</b>       | <b>Elena Palloni</b><br>Senior officer of the Department for Equal Opportunities of the Presidency of Council of Ministers<br><i>Haut fonctionnaire du département de l'égalité des chances de la présidence du Conseil des ministres</i>                                                                                                                 |
| <b>Latvia</b><br><b>Lettonie</b>    | <b>Agnese Gaile</b><br>Senior Expert<br>Department of Social Policy Planning and Development<br>Ministry of Welfare<br><i>Experte principale</i><br><i>Département de la planification et du développement de la politique sociale</i><br><i>Ministère de l'aide sociale</i>                                                                              |
| <b>Lithuania</b><br><b>Lituanie</b> | <b>Ramunė Vitartaitė</b><br>Equal Opportunities and Women and Men Equality Group<br>Ministry of Social Security and Labour<br><i>Groupe Égalité des Chances et Égalité femmes/hommes</i><br><i>Ministère de la sécurité sociale et du travail</i>                                                                                                         |

|                                                                     |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
|---------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Luxembourg</b></p>                                            | <p><b>Ralph Kass (Chair / Président)</b><br/> Senior Advisor 1st Class<br/> Ministry of Gender Equality and Diversity<br/> <i>Conseiller de Direction 1e Classe</i><br/> <i>Ministère de l'Égalité des genres et de la Diversité</i></p> <p><b>Christophe Witry</b><br/> Attaché<br/> Minister of Gender Equality and Diversity<br/> <i>Ministère de l'Égalité des genres et de la Diversité</i></p> <p><b>Max Dörner</b><br/> General Coordinator to Minister Yuriko Backes<br/> 1st Government Counsellor<br/> <i>Coordinateur général auprès de la Ministre Yuriko Backes</i><br/> <i>1er Conseiller de Gouvernement</i></p> <p><b>Céline Derveaux</b><br/> Communication manager<br/> <i>Responsable communication</i></p> <p><b>Patrick Engelberg</b><br/> Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary<br/> <i>Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire</i></p> <p><b>Cathy Wiseler</b><br/> Deputy Permanent Representative<br/> <i>Représentante permanente adjointe</i></p> |
| <p><b>Malta</b><br/> <b>Malte</b></p>                               | <p><b>Maria Ellul</b><br/> Head - Gender Mainstreaming Unit<br/> Human Rights Directorate<br/> Ministry for Justice, Equality and Governance<br/> <i>Cheffe - Unité sur l'approche intégrée de l'égalité de genre</i><br/> <i>Direction des droits humains</i><br/> <i>Ministère de la justice, de l'égalité et de la gouvernance</i></p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <p><b>Republic of Moldova</b><br/> <b>République de Moldova</b></p> | <p><b>Felicia Bechtoldt</b><br/> State Secretary<br/> Ministry of Labour and Social Protection<br/> <i>Secrétaire d'État</i><br/> <i>Ministère du travail et de la protection sociale</i></p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <p><b>Monaco</b></p>                                                | <p><b>Margaux Girardin</b><br/> Third Secretary of the Permanent Representation of Monaco to the Council of Europe<br/> <i>Troisième Secrétaire à la Représentation Permanente de Monaco auprès du Conseil de l'Europe</i></p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <p><b>The Netherlands</b><br/> <b>Pays-Bas</b></p>                  | <p><b>Lisanne Post</b><br/> Senior Policy Officer/Agente principale des questions politiques<br/> Directorate for gender equality and LGBTI equality<br/> Ministry of Education, Culture and Science<br/> <i>Direction de l'égalité de genre et de l'égalité LGBTI</i><br/> <i>Ministère de l'éducation, de la culture et des sciences</i></p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |

|                                                      |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
|------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>North Macedonia</b><br><b>Macédoine du Nord</b>   | <b>Elena Grozdanova</b><br>State Counsellor for Equal Opportunity<br>Ministry of Labour and Social Policy<br><i>Conseillère d'État pour l'égalité des chances</i><br><i>Ministère du Travail et de la Politique sociale</i>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <b>Norway</b><br><b>Norvège</b>                      | <b>Petter Sørlien</b><br>Senior Adviser<br>Ministry of Culture and Equality<br>Department for Equality, Non-discrimination and International Affairs<br><i>Conseiller principal</i><br><i>Ministère de la Culture et de l'Egalité</i><br><i>Service de l'égalité, de la non-discrimination et des affaires internationales</i><br><br><b>Sidsel Bleken</b><br>Ambassador for Women's Rights and Gender Equality<br>Ministry of Foreign Affairs<br><i>Ambassadrice pour les droits des femmes et l'égalité de genre</i><br><i>Ministère des affaires étrangères</i> |
| <b>Portugal</b>                                      | <b>Andreia Lourenço Marques</b><br>International Relations Adviser<br>Commission for Citizenship and Gender Equality<br><i>Conseillère en relations internationales</i><br><i>Commission pour la citoyenneté et l'égalité de genre</i>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <b>Slovak Republic</b><br><b>République slovaque</b> | <b>Roxana Maliti</b><br>Department of Gender Equality and Equality of Opportunities<br>Ministry of Labour, Social Affairs and Family of the Slovak Republic<br><i>Département de l'égalité de genre et de l'égalité des chances</i><br><i>Ministère du travail, des affaires sociales et de la famille</i>                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <b>Slovenia</b><br><b>Slovénie</b>                   | <b>Sara Slana</b><br>Secretary<br>Equal Opportunities Department<br>Ministry of Labour, Family, Social Affairs and Equal Opportunities<br><i>Secrétaire</i><br><i>Service de l'égalité des chances</i><br><i>Ministère du travail, de la famille, des affaires sociales et de l'égalité des chances</i>                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <b>Spain</b><br><b>Espagne</b>                       | <b>Lara Ferguson Vázquez de Parga</b><br>Senior Adviser<br>Director's Support Unit<br>Institute of Women<br>State Secretariat for Equality and against Gender Violence, Ministry of Equality<br><br><i>Conseillère principale</i><br><i>Unité de soutien à la direction</i><br><i>Institut de la femme</i><br><i>Secrétariat d'État à l'égalité et à la lutte contre la violence à l'égard des femmes, Ministère de l'égalité</i>                                                                                                                                  |

|                                             |                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
|---------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Switzerland</b><br><b>Suisse</b>         | <b>Sandra Lengwiler</b><br>International Affairs Officer<br>Federal Department of Home Affairs FDHA, Federal Office for Gender Equality FOG<br><i>Agente des affaires internationales</i><br><i>Département fédéral de l'intérieur (FDI), Bureau fédéral de l'égalité entre femmes et hommes (BFEG)</i> |
| <b>Ukraine</b>                              | <b>Kateryna Levchenko</b><br>Government Commissioner for Gender Equality Policy<br><i>Commissaire du gouvernement pour la politique d'égalité de genre</i>                                                                                                                                              |
| <b>United Kingdom</b><br><b>Royaume-Uni</b> | <b>Charles Ramsden</b><br>Head, International Policy<br>Government Equalities Office<br><i>Chef de la politique internationale</i><br><i>Bureau gouvernemental pour l'égalité</i>                                                                                                                       |

#### Participants/Participant-es

|                                                                                                                                                                                            |                                                                                                                                     |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Parliamentary Assembly (PACE)/Assemblée Parlementaire (ACPE)</b><br><b>Committee on Equality and Non-Discrimination</b><br><i>Commission sur l'égalité et sur la non-discrimination</i> | <b>Edmunds Cepuritis</b><br>Chair of the Sub-Committee on Gender Equality<br><i>Président du Sous-Comité sur l'égalité de genre</i> |
| <b>Office of the Commissioner for Human Rights</b><br><b>Bureau du Commissaire aux droits de l'homme</b>                                                                                   | <b>Katharina Kirchberger</b><br><i>Adviser/Conseillère</i><br><br>Rita Luis<br><i>Trainee/Stagiaire</i>                             |
| <b>Conference on INGOs</b><br><i>Conference des OINGs</i>                                                                                                                                  | <b>Bettina Hahne</b><br><i>Rapporteur/Rapporteure</i>                                                                               |
| <b>Advisory Council on Youth (CCJ)</b><br><i>Conseil consultative sur la jeunesse</i>                                                                                                      | <b>Anna Knobbout</b><br>Member of the Bureau<br><i>Membre du Bureau</i>                                                             |
| <b>European Institute for Gender Equality (EIGE)</b><br><i>Institut Européen pour l'égalité entre les femmes et les hommes</i>                                                             | <b>Carlien Scheele</b><br><i>Director/Directrice</i>                                                                                |

#### Observers/Observateurs

|                                                                                                                        |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Morocco<br/>Maroc</b>                                                                                               | <p><b>Amina Oufroukhi</b><br/>Head of the Specialised Public Prosecution and Judicial Cooperation Unit, Public Prosecution Service<br/><i>Cheffe du pôle du Ministère Public Spécialisé et de la Coopération Judiciaire au sein du Ministère Public</i></p> <p><b>Mohamed Oukhlifa</b><br/>Advocate General at the Court of Cassation, seconded to the Office of the President of the Public Prosecutor's Office<br/>Head of the Technical Cooperation Unit<br/><i>Avocat Général auprès de la Cour de cassation, détaché à la Présidence du Ministère Public</i><br/><i>Chef de l'Unité de la Coopération Technique</i></p> |
| <b>Mexico<br/>México</b>                                                                                               | <p><b>Eva Pizano Cejka</b><br/>Deputy to the Permanent Observer<br/><i>Adjointe à l'Observateur Permanent</i></p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <b>Kazakhstan</b>                                                                                                      | <p><b>Bakytbekkyzy Anel</b><br/>Consul General<br/><i>Consule Générale</i></p> <p><b>Ayap Azamat</b><br/>Minister-Counsellor<br/><i>Ministre-Conseiller</i></p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <b>WAVE Network<br/>(Women Against<br/>Violence Europe)<br/>Réseau WAVE<br/>(Femmes contre la<br/>violence Europe)</b> | <p><b>Anca Ciupa</b><br/>Senior Manager, <i>Gestionnaire principale</i></p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>University Women<br/>Europe (UWE)</b>                                                                               | <p><b>Anne Nègre</b><br/>President<br/><i>Présidente</i></p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |

#### Invitees/Personnes invitées

|                                                                                    |                           |
|------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------|
| <b>Commissioner for<br/>Human Rights<br/>Commissaire aux<br/>droits de l'homme</b> | <b>Michael O'Flaherty</b> |
|------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------|

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |                                                                 |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------|
| <b>Minister for Defence,<br/>Minister for Mobility<br/>and Public Works and<br/>Minister for Gender<br/>Equality and Diversity</b><br><i>Ministre de la Défense<br/>Ministre de la Mobilité<br/>et des Travaux<br/>publics<br/>Ministre de l'Égalité<br/>des genres et de la<br/>Diversité</i><br><b>Luxembourg</b> | <b>Yuriko Backes</b>                                            |
| <b>Group of Experts on<br/>Action against<br/>Violence against<br/>Women and Domestic<br/>Violence</b><br><i>Groupe d'experts sur<br/>la lutte contre la<br/>violence à l'égard des<br/>femmes et la violence<br/>domestique</i>                                                                                    | <b>Maria Andriani Kostopoulou</b><br>Chair<br><i>Présidente</i> |

#### Experts-Consultants/Expertes-Consultantes

|                                                           |                                    |
|-----------------------------------------------------------|------------------------------------|
| <b>Q3 Communication<br/>Strategy consultancy</b>          | <b>Emi Michael<br/>Andrea Peto</b> |
| <b>Independent expert<br/><i>Experte indépendante</i></b> | <b>Justyna Hejman - Mancewicz</b>  |

**Secretariat/Secrétariat**

**Directorate General of Democracy and Human Dignity/Direction générale de la démocratie et de la dignité humaine**

|                                                                                                                               |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Directorate of Equal Rights and Dignity</b><br/> <b>Direction de l'égalité en droits et en dignité</b></p>              | <p><b>Jeroen Schokkenbroek</b><br/>         Director of Equal Rights and Dignity/<i>Directeur de l'égalité en droits et en égalité</i></p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <p><b>Human Dignity and Gender Equality Department</b><br/> <b>Service de la dignité humaine et de l'égalité de genre</b></p> | <p><b>Roberto Olla</b><br/>         Head of Department / <i>Chef de service</i></p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <p><b>Gender Equality Division</b><br/> <b>Division de l'égalité de genre</b></p>                                             | <p><b>Caterina Bolognese</b><br/>         Head of Division/<i>Cheffe de division</i></p> <p><b>Yanna Parnin</b><br/>         Head of Unit/ Secretary to the GEC<br/> <i>Cheffe d'unité/Secrétaire de la GEC</i></p> <p><b>Valerie Poppe</b><br/>         Principal Administrative Assistant/Co-Secretary to the GEC<br/> <i>Assistante administrative principale/Co-secrétaire de la GEC</i></p> <p><b>Cécile Gréboval</b><br/>         Programme Manager, Senior Gender Equality Adviser/<i>Responsable de programme, conseillère principale en matière d'égalité de genre</i></p> <p><b>Flurina Frei</b><br/>         Policy Adviser/<i>Conseillère en politiques</i></p> <p><b>Evrydiki Tseliou</b><br/>         Administrative Assistant/<i>Assistante administrative</i></p> <p><b>Felicia Cojocar</b><br/>         Administrative Assistant/<i>Assistante administrative</i></p> <p><b>Roza Cseby</b><br/>         Administrative Assistant/<i>Assistante administrative</i></p> |

|                                                                                                                                                                                       |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Gender Equality Division</b><br/> <i>Division de l'égalité de genre</i></p>                                                                                                     | <p><b>Stella Chignac</b><br/> Division Assistant/<i>Assistante de division</i></p> <p><b>Co-operation Unit/Unité de coopération</b></p> <p><b>Arezo Banafsheh</b><br/> Project Manager/<i>Responsable de projets</i></p> <p><b>Larissa Kireeva</b><br/> Project Manager/<i>Responsable de projets</i></p> <p><b>Anna Lungu</b><br/> Project Manager/<i>Responsable de projets</i></p> <p><b>Anca Sandescu</b><br/> Project Manager/<i>Responsable de projets</i></p> <p><b>Gaia Grippa</b><br/> Trainee/<i>Stagiaire</i></p> |
| <p><b>Violence Against Women Division</b><br/> <i>Division sur la violence à l'égard des femmes (GREVIO)</i></p>                                                                      | <p><b>Johanna Nelles</b><br/> Head of Division and Executive Secretary of the Istanbul Convention/<i>Cheffe de Division et Secrétaire exécutive de la Convention d'Istanbul</i></p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <p><b>Steering Committee on Anti-discrimination, Diversity and Inclusion Division</b><br/> <i>Comité directeur sur l'anti-discrimination, la diversité et l'inclusion (CDADI)</i></p> | <p><b>Charlotte Gilmartin</b><br/> Co-Secretary of the CDADI, Co-Secretary of the GEC/ADI-AI<br/> <i>Co-secrétaire du CDADI, Co-secrétaire du GEC/ADI-AI</i></p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |

|                                                                                                                                                                                                     |                                                                                                                                                                                                                                                               |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Children's Rights Policies Division</b><br><i>Division sur les droits des enfants</i>                                                                                                            | <b>Anne Kayser</b><br>Co-Secretary to Steering Committee for the Rights of the Child (CDENF)<br><i>Co-secrétaire du comité directeur pour les droits de l'enfant</i><br><br><b>Justine Vizier</b><br>Project officer/ <i>Chargée de projets</i>               |
| <b>Youth Policy</b><br><i>Politiques de Jeunesse</i>                                                                                                                                                | <b>Stéphanie Burel</b><br>Administrator/ <i>Administratrice</i>                                                                                                                                                                                               |
| <b>Sexual Orientation, Gender Identity and Expression and Sex Characteristics</b><br><i>Unité sur l'orientation sexuelle, l'identité et l'expression de genre et les caractéristiques sexuelles</i> | <b>Evgenia Giakoumopoulou</b><br>Head of Unit<br><i>Cheffe d'unité</i><br><br><b>Gabriella Calleja</b><br>Senior policy advisor<br><i>Conseillère politique principale</i><br><br><b>Giulia Bianchini</b><br>Project officer<br><i>Responsable de projets</i> |

**Parliamentary Assembly (PACE)/Assemblée Parlementaire (ACPE)**

|                                                                                                                     |                                                                                                                            |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Committee on Equality and Non-Discrimination</b><br><i>Commission sur l'égalité et sur la non-discrimination</i> | <b>Carolina Lásen Diaz</b><br>Secretary/ <i>Secrétaire</i><br><br><b>Guljigit Jyrgalbekov</b><br>Trainee/ <i>Stagiaire</i> |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

**Directorate General of Administration/Direction Générale de l'administration**

|                                                                                                                                           |                                                                                                                                                                |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Interpretation, Travel,<br/>Events and<br/>Multimedia</b><br><i>Interprétation,<br/>Déplacements,<br/>Événements et<br/>Multimédia</i> | <b>Barbara Grut<br/>Sara Webster</b><br><i>Interpreters/Interprètes</i><br><br><b>Sarah Linder<br/>Josselin Kielwasser</b><br><i>Technicians/Technicien·es</i> |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

## **ABRIDGED REPORT**

### **Opening of the meeting and adoption of the agenda**

The Gender Equality Commission (GEC) held its 26<sup>th</sup> meeting in Strasbourg from 19 to 21 November 2024, with Ralph Kass (Luxembourg) in the Chair.

The agenda of the meeting appears in Appendix.

### **Items for decision of the Committee of Ministers**

The GEC requested the Committee of Ministers to extend the deadline for completion of its awareness-raising tool supporting dissemination and implementation at national level of the Recommendation CM(2022)17 on protecting the rights of migrant, refugee and asylum-seeking women and girls to 30 June 2025.

### **Items for information of the Committee of Ministers**

The GEC:

- elected Sara Slana (Slovenia) as Chair, Sandra Lengwiler (Switzerland) as Vice-Chair and Radan Šafařík (Czechia) as Bureau member;
- appointed Belgium, Cyprus, France, Slovenia, Spain, Ukraine, as well as the Advisory Council on Youth (CCJ), European Institute for Gender Equality (EIGE) and Women Against Violence Europe (WAVE) to take part in the working group on developing positive narratives in the context of anti-gender movements;
- appointed Luxembourg, the Slovak Republic, Spain and Switzerland, as well as the Advisory Council on Youth (CCJ) to take part in the working group on

## **RAPPORT ABREGE**

### **Ouverture de la réunion et adoption de l'ordre du jour**

La Commission pour l'égalité de genre (GEC) a tenu sa 26<sup>ème</sup> réunion à Strasbourg du 19 au 21 novembre 2024, sous la présidence de Ralph Kass (Luxembourg).

L'ordre du jour de la réunion figure en Annexe.

### **Points pour décision du Comité des Ministres**

La GEC demande au Comité des Ministres de prolonger le délai d'achèvement de son outil de sensibilisation soutenant la diffusion et la mise en œuvre au niveau national de la Recommandation CM(2022)17 sur la protection des droits des femmes et des filles migrantes, réfugiées et demandeuses d'asile, jusqu'au 30 juin 2025.

### **Points pour information du Comité des Ministres**

La GEC :

- élit Sara Slana (Slovénie) à la fonction de Présidente, Sandra Lengwiler (Suisse) à la fonction de Vice-Présidente et Radan Šafařík (Tchéquie) à la fonction de membre du Bureau ;
- nomme la Belgique, Chypre, la France, la Slovaquie, l'Espagne, l'Ukraine, ainsi que le Conseil consultatif sur la jeunesse (CCJ), l'Institut européen pour l'égalité entre les hommes et les femmes (EIGE) et Women Against Violence Europe (WAVE) pour participer au groupe de travail sur le développement de récits positifs dans le contexte des mouvements anti-genre ;
- nomme l'Espagne, le Luxembourg, la République slovaque et la Suisse, ainsi que le Conseil consultatif sur la jeunesse (CCJ) pour participer au

reporting on the implementation of the Gender Equality Strategy 2024-2029.

groupe de travail sur l'élaboration des rapports sur la mise en œuvre de la Stratégie sur l'égalité de genre 2024-2029.

As regards the other items on its agenda, the GEC:

En ce qui concerne les autres points à l'ordre du jour, la GEC :

- took note of the developments since the 25<sup>th</sup> GEC meeting on 16-18 April 2024 presented by the Secretariat;
- took note of the Bureau's activities since the 25<sup>th</sup> GEC meeting;
- took note of the revised workplan of the GEC for 2024-2025 and approved the workplans of the working group on reporting on the implementation of the Gender Equality Strategy 2024-2029 and the working group on developing positive narratives in the context of anti-gender movements;
- took note of the presentations made by the Secretariat and expert consultant regarding the reporting on the implementation of the Gender Equality Strategy 2024-2029;
- took note of the information provided by the Secretariat about the Annual Conference of the GEC organised under the Maltese Presidency of the Committee of Ministers (17-18 September 2025 in Malta);
- took note of the information provided by the Chair of the GEC on the GEC Annual Conference "United around gender equality: making space for women and girls", held on 30 May 2024 in Strasbourg under the Lithuanian Presidency of the Committee of Ministers;
- took note of recommendations made by the CCJ on ensuring the integration of youth perspectives in the work of the GEC made at the joint meeting with the Bureau of the GEC on 16 July 2024;
- asked the Bureau of the GEC to make proposals regarding the organisation of a joint event with the CCJ;

- prend note des développements depuis la 25<sup>ème</sup> réunion de la GEC du 16 au 18 avril 2024, présentés par le Secrétariat ;
- prend note des activités du Bureau depuis sa 25<sup>ème</sup> réunion ;
- prend note du plan de travail révisé de la GEC pour 2024-2025 et approuve les plans de travail du groupe de travail sur l'établissement des rapports sur la mise en œuvre de la Stratégie sur l'égalité de genre 2024-2029 et du groupe de travail sur le développement de récits positifs dans le contexte des mouvements anti-genre ;
- prend note des présentations du Secretariat et de l'experte consultante concernant l'élaboration des rapports sur la mise en œuvre de la Stratégie sur l'égalité de genre 2024-2029 ;
- prend note des informations fournies par le Secrétariat concernant la Conférence annuelle de la GEC organisée sous la présidence maltaise du Comité des Ministres (17-18 septembre 2025 à Malte) ;
- prend note des informations fournies par le Président de la GEC concernant la conférence annuelle de la GEC « Uni·es pour l'égalité de genre : de l'espace pour les femmes et les filles » organisée le 30 mai 2024 à Strasbourg sous la présidence lituanienne du Comité des Ministres ;
- prend note des recommandations du CCJ pour l'intégration des perspectives jeunesse dans le travail de la GEC formulées lors de la réunion conjointe avec le Bureau de la GEC du 16 juillet 2024 ;
- demande au Bureau de la GEC de faire des propositions concernant l'organisation d'un événement conjoint avec le CCJ ;

- |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ took note of the terms of reference of the Ad hoc Multidisciplinary Group on the Environment (GME), in particular the preparation of a Council of Europe Strategy on the Environment, and shared information regarding existing national practices on gender equality and the environment as interlinked issues;</li> <li>▪ agreed that it would share further information on gender equality and the environment and come back to the matter at its next meeting;</li> <li>▪ took note of the information provided by the Secretariat about co-operation projects undertaken in the fields of violence against women and domestic violence, including digital violence, and of women's access to justice, as well regarding follow-up of the conference "Synergy for change - Civil society raising awareness on violence against women in a context of global challenges", held in Budapest on 11-12 July 2024;</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ prend note du mandat du Groupe multidisciplinaire ad hoc sur l'environnement (GME), notamment la préparation d'une Stratégie du Conseil de l'Europe sur l'environnement, et partage des informations sur leurs pratiques nationales existantes en matière d'égalité de genre et d'environnement en tant que sujets interconnectés ;</li> <li>▪ s'accorde à partager des informations supplémentaires concernant l'égalité de genre et l'environnement et à revenir à ce sujet lors de sa prochaine réunion ;</li> <li>▪ prend note des informations fournies par le Secrétariat concernant les projets de coopération entrepris dans les domaines de la violence à l'égard des femmes et la violence domestique, y compris ses formes numériques, et de l'accès des femmes à la justice, ainsi que concernant le suivi de la conférence « Synergie pour le changement - La société civile sensibilise à la violence à l'égard des femmes dans un contexte de défis mondiaux », tenue à Budapest les 11 et 12 juillet 2024 ;</li> </ul> |
| <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ took note of activities undertaken to promote and implement Recommendation CM/Rec(2022)17 of the Committee of Ministers on protecting the rights of migrant, refugee and asylum-seeking women and girls;</li> <li>▪ took note of the information by the Secretariat on the HELP course on gender equality and gender mainstreaming, and recommended that the Council of Europe consider making it mandatory for all staff members;</li> <li>▪ took note of the publication of the Toolkit on gender mainstreaming in Council of Europe monitoring mechanisms;</li> <li>▪ took note of the information provided by the Secretariat on gender mainstreaming activities undertaken within the various structures and bodies of the Council of Europe;</li> </ul>                                                                                                                                                                | <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ prend note des activités menées pour promouvoir et mettre en œuvre la Recommandation CM/Rec(2022)17 sur la protection des droits des femmes et des filles migrantes, réfugiées et demandeuses d'asile ;</li> <li>▪ prend note des informations fournies par le Secrétariat sur le cours HELP sur l'égalité de genre et l'intégration de la dimension de genre, et que le Conseil de l'Europe envisage de le rendre obligatoire pour toutes les membres du personnel ;</li> <li>▪ prend note de la publication de la Boîte à outils sur l'approche intégrée de l'égalité dans les mécanismes de suivi du Conseil de l'Europe ;</li> <li>▪ prend note des informations fournies par le Secrétariat concernant les activités d'intégration de la dimension de genre entreprises au sein des différents organes et structures du Conseil de l'Europe ;</li> </ul>                                                                                                                                                                          |

- |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ took note of information provided by the representatives and the Secretariat of the GEC on the ongoing work regarding Roma and Traveller women and girls, the mainstreaming of youth perspectives, comprehensive sexuality education, and sexual orientation, gender identity and expression and sex characteristics;</li> <li>▪ took note of the information provided by Radan Šafařík (Czechia), Vice-Chair of the GEC/ADI-AI, on the outcomes of the 2<sup>nd</sup> meeting of the GEC/ADI-AI (25-26 September 2024);</li> <li>▪ expressed its support for the inclusion in the draft Recommendation on equality and artificial intelligence of a list of grounds on which discrimination may occur that is aligned with the list that appears in the Gender Equality Strategy 2024-2029;</li> <li>▪ took note of the information provided by the Secretariat and the presentation by expert consultants on the preliminary findings of the mapping study focusing on anti-gender narratives and movements, and exchanged views on the matter;</li> <li>▪ held a workshop on developing positive narratives in the context of anti-gender movements;</li> <li>▪ held an exchange of views with Michael O’Flaherty, Commissioner for Human Rights;</li> <li>▪ held an exchange of views with Yuriko Backes, Minister for Defence, Minister for Mobility and Public Works and Minister for Gender Equality and Diversity of Luxembourg;</li> <li>▪ held an exchange of views with Maria-Andriani Kostopoulou, Chair of the Group of Experts on Action against Violence against Women and Domestic Violence (GREVIO);</li> <li>▪ took note of the information provided by member states regarding national</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ prend note des informations fournies par les représentant-es de la GEC et son Secrétariat sur les travaux en cours concernant les femmes et filles roms et issues des communautés des Gens du voyage, l’intégration des perspectives de la jeunesse, l’éducation complète à la sexualité, et l’orientation sexuelle, l’identité et l’expression de genre et les caractéristiques sexuelles ;</li> <li>▪ prend note des information fournies par Radan Šafařík (Tchéquie), Vice-président du GEC/ADI-AI, concernant les résultats de la 2<sup>e</sup> réunion du GEC/ADI-AI (25-26 septembre 2024) ;</li> <li>▪ exprime son soutien à l'inclusion, dans le projet de recommandation sur l'égalité et l'intelligence artificielle, d'une liste de motifs de discrimination conforme à celle qui figure dans la Stratégie pour l'égalité de genre 2024-2029 ;</li> <li>▪ prend note des informations fournies par le Secrétariat et de la présentation des expertes consultantes sur les résultats préliminaires de l'étude cartographique qui se concentre sur les discours et mouvements anti-genre, et échange leurs vues sur cette question ;</li> <li>▪ tient un atelier sur le développement de récits positifs dans le contexte des mouvements anti-genre ;</li> <li>▪ tient un échange de vues avec Michael O’Flaherty, Commissaire aux droits de l’homme;</li> <li>▪ tient un échange de vues avec Yuriko Backes, Ministre de la Défense, Ministre des mobilités et des travaux publics et Ministre de l’Egalité des genres et de la Diversité du Luxembourg ;</li> <li>▪ tient un échange de vues avec Maria-Andriani Kostopoulou, Présidente du Groupe d’expert-es sur la lutte contre la violence à l’égard des femmes et la violence domestique (<a href="#">GREVIO</a>) ;</li> <li>▪ prend note des informations fournies par les États membres concernant les développements et les expériences nationales s’agissant de la ratification et la mise en œuvre de la Convention d’Istanbul ;</li> </ul> |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

developments and experiences in relation to the ratification and implementation of the Istanbul Convention;

- took note of the information provided by Tryggvi Hallgrímsson (Iceland), Vice-Chair of the GEC/PC-eVIO, on the outcomes of its 1<sup>st</sup> meeting (1-2 October 2024);
- took note of information provided by the representatives of Belgium and Hungary regarding their gender equality agendas during their Presidencies of the Council of the European Union;
- took note of the information provided by the Secretariat about the side-event, organised by the Council of Europe and the Permanent Mission of Luxembourg to the United Nations, during the 69<sup>th</sup> session of the Commission on the Status of Women (CSW69);
- took note of the information provided by GEC members about planned side-events at the CSW69;
- took note of the information provided by the representatives of Lithuania, Luxembourg and Malta about the gender equality programmes of their presidencies of the Committee of Ministers;
- took note of the thematic discussions proposed for the next plenary and agreed that the Bureau of the GEC would decide which ones to include in the agenda;
- agreed to re-convene for its 27<sup>th</sup> meeting from 13 to 15 May 2025 and its 28<sup>th</sup> meeting from 18 to 20 November 2025;
- adopted the present abridged report of its 26<sup>th</sup> meeting.

### Resource implications

The financing of the activities described in this report is assured.

### Evaluation of completed activities

- prend note des informations fournies par Tryggvi Hallgrímsson (Islande), Vice-président du GEC/PC-eVIO, sur les résultats de sa 1<sup>e</sup> réunion (1-2 octobre 2024);
- prend note des informations fournies par les représentantes de la Belgique et de la Hongrie concernant leurs programmes en matière d'égalité de genre au cours de leurs présidences du Conseil de l'Union européenne ;
- prend note des informations fournies par le Secrétariat sur l'événement parallèle organisé par le Conseil de l'Europe et la Mission permanente du Luxembourg auprès des Nations Unies, lors de la 69<sup>e</sup> session de la Commission de la condition de la femme (CSW69) ;
- prend note des informations fournies par les membres de la GEC concernant les événements parallèles qu'ils planifient lors de la CSW69 ;
- prend note des informations fournies par les représentant·es de la Lituanie, du Luxembourg et de Malte concernant le programme en matière d'égalité de genre de leurs présidences du Comité des Ministres ;
- prend note des discussions thématiques proposées pour la prochaine session plénière et convient que le Bureau de la GEC décidera de celles à inscrire à l'ordre du jour ;
- convient de tenir sa 27<sup>ème</sup> réunion du 13 au 15 mai 2025 et sa 28<sup>ème</sup> réunion du 18 au 20 novembre 2025 ;
- adopte le présent rapport abrégé de sa 26<sup>ème</sup> réunion.

### Ressources nécessaires

Le financement des activités décrites dans ce rapport est assuré.

### Évaluation des activités menées à bien

La GEC souligne la qualité du cours HELP sur l'égalité de genre et l'intégration de la dimension de genre.

The GEC underlined the quality of the HELP course on gender equality and gender mainstreaming.